

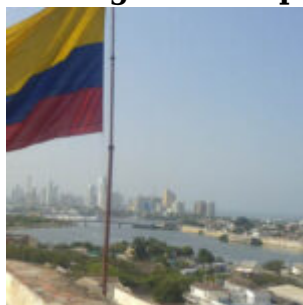
Le 30 novembre 2016 et après plus d'un demi-siècle de conflit armé, le Congrès colombien a finalement ratifié l'accord de paix avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC-EP). Suite à l'échec du référendum le 2 octobre dernier, l'issue était pourtant loin d'être favorable à une voie vers la réconciliation. Comment expliquer, dès lors, cette différence entre l'incertitude populaire et la volonté politique de pacification ?



Le chemin de transition de la guerre à la paix n'est jamais un chemin simple. Alors que la plupart des sondages annonçaient la victoire du « oui », le « non » l'a en effet emporté avec 50,2% des voix. Il est important de préciser que de nombreux citoyens ayant voté contre l'accord ne l'ont pas fait dans une logique de continuation de la guerre. Au contraire, la majorité des colombiens s'accordent dans leur désir de paix, comme le montrent les vives manifestations qui ont eu lieu au lendemain des résultats, regroupant une constellation de voix et de positions. Le vote négatif<sup>[1]</sup> Devançant de quelque 50.000 voix seulement l'alternative de paix. , ainsi que le taux sidérant d'abstention (62%) nous montrent avant tout qu'il existe bien des désaccords (ou incompréhensions) sur les voies pour construire une paix durable. **La Paix : la seule issue** Une issue militaire étant inenvisageable à court et moyen termes, les accords de paix sont apparus comme une nécessité depuis 2012, tant dans le chef des FARC que celui du Gouvernement. Malgré les nombreuses pertes subies par le mouvement révolutionnaire pendant la législature du Président Álvaro Uribe durant la première décennie du 21ème siècle, le Gouvernement, au prix de nombreux efforts, n'est pas parvenu à les combattre militairement. Or, dans l'optique néolibérale d'une ouverture plus importante du pays aux échanges commerciaux internationaux et aux investisseurs étrangers, impulsée par le Gouvernement actuel, la Colombie se devait d'améliorer son image en pacifiant le pays. <sup>[2]</sup>Wilpert, Grégory, Pourquoi les Colombiens ont rejeté la paix?, dans Le Monde diplomatique, novembre 2016. Une campagne de communication malhonnête Il faut aussi reconnaître que des stratégies de communication mensongères impulsées par certains acteurs politiques - en particulier le parti « *Centro Democrático* » sous l'égide de l'ex-président Alvaro Uribe Velez - ont sans doute influencé le vote négatif. Celles-ci cherchaient à susciter « l'indignation » en jouant sur certains concepts comme le « genre » et le « castro-chavisme », entre autres. En effet, les secteurs les plus conservateurs affirmaient qu'un accord avec les FARC équivaldrait à ouvrir les portes à un modèle

économique similaire à celui du Venezuela ou de Cuba. D'autre part, les points autour de « l'approche différenciée de genre » qui conférerait une reconnaissance particulière aux femmes et à la population LGTB<sup>[3]</sup> LGTB ou Lesbiennes, Gays, Bisexuels et transgenres., en tant que victimes du conflit armé, ont été perçus systématiquement comme une approche dangereuse pour la structure traditionnelle de la famille. Deux arguments tout à fait éloignés de la réalité de ces Accords qui ne remettent en question ni le modèle économique néolibéral, ni les questions de famille. Les points de la discorde : Justice et participation politique Selon une partie de la classe politique et de la population, les Accords ouvriraient la voie à l'impunité et donneraient trop de bénéfices aux ex-combattants. La justice transitionnelle qui prévoit des remises, commutations ou peines alternatives, en cas d'aveu de leurs crimes, a été jugée trop « laxiste ». En plus, selon les Accords, les ex-combattants pourraient, dans un avenir proche, s'engager en politique via la création d'un nouveau parti politique. Ce point est perçu par beaucoup comme une faveur dont les FARC ne devraient pas bénéficier. Cependant, si l'on se réfère à des expériences d'accords de paix passés - comme en Irlande ou en Afrique du Sud - les dispositifs de justice réparatrice et de participation politique sous différentes formes sont essentiels pour garantir la transition de la guerre à la paix. La justice transitionnelle cherche principalement à restituer les droits des victimes et leur rendre leur dignité. Il s'agit essentiellement d'une justice restauratrice qui intègre la vérité, la réparation intégrale - en termes physiques et psychologiques - des victimes et la garantie que des crimes pareils ne puissent plus se produire. Dans le cadre des Accords, le mécanisme de justice transitionnelle ne visait pas uniquement les FARC, mais bien « tous » les acteurs ayant commis ou facilité des crimes dans le cadre du conflit armé, y compris des agents de l'Etat comme les Forces Armées ou la Police, ainsi que des acteurs politiques et économiques. **Une responsabilité partagée** Des organisations paramilitaires d'extrême droite, en soutien de l'Etat et souvent en collaboration avec les Forces Armées, ont également commis de nombreux crimes, dans la poursuite d'une stratégie dite "contre-insurgente". Cependant, malgré l'implémentation de la loi de Justice et Paix de 2005, conçue pour faciliter la démobilisation et le [désarmement des groupes paramilitaires](#), des groupes néo-paramilitaires ou "bacrim" - bandes criminelles - subsistent et continuent à agir sur les territoires. Cette situation pose des questions sur la sécurité et le manque de garanties pour les ex-combattant(e)s en processus de réinsertion dans la vie civile, mais aussi pour les leaders paysans, indigènes, défenseurs des droits humains et membres des mouvements sociaux et environnementaux. Enfin, les promoteurs du « non » ont par ailleurs attiré les regards sur les montants financiers - 212 euros/mois - que recevraient les membres des FARC comme allocations tant que ceux-ci ne percevraient pas d'autres revenus. Cette aide financière fut jugée démesurée en regard des grandes difficultés que rencontre la population. Un manque de « pédagogie de la paix » Une difficulté majeure de la campagne en faveur des Accords a été la communication sur leur

contenu dès le début du processus de négociation. Un travail de pédagogie des objectifs poursuivis, en amont du référendum, aurait pu faire évoluer les positions d'une partie de la population. Rappelons que, outre le cessez-le-feu et la réparation faite aux victimes, les accords poursuivaient également les objectifs de lutte contre le trafic de drogue et contre la pauvreté dans les campagnes, un des principaux facteurs du conflit. Ce manque d'explication et d'implication de la population dans les pourparlers, ainsi qu'une participation limitée de la société civile colombienne, des mouvements sociaux et des femmes, qui ont dû mettre de la pression pour avoir un espace plus important dans les processus, a contribué à créer un vide dans lequel se sont engouffrés les médias de masse, attisant la polarisation et la désinformation et ne permettant pas un débat ouvert et sensé sur le fond et la forme des Accords. Historiquement, les médias de masse en Colombie ont en effet construit l'imaginaire populaire sur le conflit armé. À ce sujet, [une étude d'Alexandra García](#) a démontré qu'entre 1998 et 2006, le nom de ces groupes d'extrême droite, par exemple, ne faisait l'objet d'aucune référence dans 75% des articles de journaux traitant des violences desquelles ceux-ci étaient responsables. Dès lors, pour une partie importante de la population, le mouvement des FARC est le principal acteur de violence en Colombie, alors que de nombreuses études s'accordent pour dresser une autre hiérarchie dans la responsabilité des actes perpétrés. Et la suite ? La situation était critique à l'approche des élections présidentielles de 2018, certains craignant en effet l'instrumentalisation du débat, menant à un blocage durable et la fin des négociations. Malgré la victoire du « non » aux urnes, le Président Santos a donc poursuivi les négociations, conforté par son récent prix Nobel de la paix. Pour sortir de l'impasse le gouvernement et les FARC ont ouvert les discussions à des propositions d'amendements ou clarifications à l'ensemble des acteurs, dont les opposants au traité. Ainsi, le gouvernement a pu retourner vers le parlement colombien avec un accord remanié intégrant 80% des demandes de l'opposition. Malgré le vote positif du Congrès, certains blocages demeurent de la part de l'opposition, l'ancien Président Uribe réclamant un nouveau référendum. L'implémentation des accords de paix est toutefois lancée et - certains osent y croire - mettra fin aux assassinats des défenseurs des droits humains, ainsi qu'à un conflit sanglant qui durait depuis 1964. **Angela Ocampo**



## Documents joints

[Après le referendum quels défis pour la paix en colombie](#)

Notes

Notes

- ↑ **1** Devançant de quelque 50.000 voix seulement l'alternative de paix.
- ↑ **2** Wilpert, Grégory, Pourquoi les Colombiens ont rejeté la paix?, dans Le Monde diplomatique, novembre 2016.
- ↑ **3** LGTB ou Lesbiennes, Gays, Bisexuels et transgenres.